

COMPTE RENDU DES CTL DU 21 DÉCEMBRE 2017

Reconvocation du CTL du 8 décembre

Ordre du jour

- Règlement intérieur de la Trésorerie de St Céré
- Information « missions cadastrales »

Règlement intérieur de la Trésorerie de St Céré

La Direction nous représente le projet de règlement intérieur à la suite du vote rejet des Organisations Syndicales lors du CTL du 8 décembre.

La projet présenté étant rigoureusement le même que celui présenté le 8 décembre FO et la CGT ont voté contre.

Information « missions cadastrales »

Un groupe de travail national s'est tenu sur l'évolution des missions des géomètres.

Cette évolution va se traduire par une moindre importance des levées de bâtis et une montée en puissance des travaux fiscaux,



entre autres, par la participation aux commissions communales des impôts directs (CCID).

Devant nos doutes sur l'avenir de la tenue du plan et l'impossibilité de faire un relevé de qualité à partir des photos satellites, la direction nous a expliqué qu'il s'agit là d'un recentrage temporaire des missions des géomètres.

Nos doutes perdurent...

Affaire à suivre....

Section du Lot du Syndicat National CGT Finances Publiques

Site internet: <http://www.financespubliques.cgt.fr/46/>

Courrier électronique: cgt.ddfip46@dgfip.finances.gouv.fr

Reconvocation du CTL du 14 décembre

Ordre du jour

- Destructures d'emplois

A l'ouverture de la réunion, en commun avec FO, nous avons lu la déclaration liminaire suivante :

Madame la Directrice,

Nous voici réunis de nouveau pour ce CTL de destructions d'emplois.

Nous avons déjà exprimés notre opposition à cette nouvelle ponction dans nos effectifs.

Lors de nos derniers débats sur le sujet, nous vous avons expliqué les difficultés que cette situation engendrerait pour les services touchés. A part des regrets sur l'impact que cela aura, nous n'avons eu rien de plus.

Or les annonces gouvernementales, l'obstination des uns à casser les services publics, l'opportunisme des autres à vouloir casser les DGFIP en particulier, amène naturellement à penser, comme cela nous a été annoncé, que l'entreprise de destruction est censée se poursuivre.

La voracité patronale à vouloir faire payer la protection sociale dont ils veulent s'extraire fait le reste.



Le gouvernement leur donne tout, ils en veulent plus et Macron le leur accorde.

Dans ce contexte, pour ce qui nous concerne, ce CTL n'est pas le bon niveau de discussion pour parler des emplois dans le département.

Nous quittons donc cette réunion.

